

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

-----  
**SECRETARIAT GENERAL**

-----  
**DIRECTION DES ETUDES  
ET DE LA PLANIFICATION**

**BURKINA FASO**

-----  
**Unité – Progrès - Justice**

**SITUATION D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2009**

**AU 30 septembre 2009**

Février 2010

## 1- CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE, REGIONALE ET NATIONALE

Selon le Fonds monétaire international<sup>1</sup>, l'économie mondiale a renoué avec la croissance et la situation financière s'est sensiblement améliorée. Ainsi, la croissance économique mondiale ressortirait à - 1,0% en 2009 contre -1,3% prévu initialement et +3,1% en 2008 dans un contexte marqué par une faible inflation. Le redressement a été généralement plus marqué dans les pays émergents et les pays en développement.

Au plan national, la croissance du PIB en termes réels s'établirait à 3,1% en 2009 contre 5,2% en 2008, soit une perte de 2,1 points, tirée essentiellement par les secteurs secondaire et tertiaire.

## 2- LES RECETTES BUDGETAIRES

Sur une prévision initiale de 911,43 milliards de francs CFA, le niveau de mobilisation a atteint 577,52 milliards de francs CFA au 30 septembre 2009, soit un taux de réalisation de 63,4%. Par rapport à la même date de l'année 2008, on enregistre une amélioration du taux de recouvrement de 20,3%, due aussi bien aux recettes propres qu'aux recettes extraordinaires.

**Tableau 1:** Situation des recettes budgétaires à fin septembre 2009

*(en milliards francs CFA)*

	Prévisions	1 <sup>er</sup> trim.	2 <sup>ème</sup> trim.	3 <sup>ème</sup> trim.	Total réal.	Taux réal.(%)
<b>Ressources propres</b>	<b>611,11</b>	<b>145,32</b>	<b>146,67</b>	<b>123,62</b>	<b>415,61</b>	<b>68,0%</b>
Recettes fiscales	536,33	108,18	131,69	112,9	352,77	65,8%
Recettes non fiscales	37,22	10,31	12,11	10,58	33	88,7%
Recettes en capital	37,56	26,83	2,87	0,14	29,84	79,4%
<b>Ressources extraordinaires</b>	<b>300,72</b>	<b>24,6</b>	<b>63,99</b>	<b>73,3</b>	<b>161,89</b>	<b>53,9%</b>
Aides, Dons, Subv.	134,85	6,83	40,44	31,09	78,36	58,1%
Emprunts (projets)	165,87	17,77	23,55	42,21	83,53	50,5%
<b>Total Ressources</b>	<b>911,83</b>	<b>169,92</b>	<b>210,66</b>	<b>196,92</b>	<b>577,52</b>	<b>63,4%</b>

**Source :** MEF/SG/DEP, novembre 2009.

### 2.1 – Les recettes propres

A fin septembre 2009, les recouvrements au titre des recettes propres se sont chiffrés à 415,62 milliards de francs CFA contre 353,54 milliards de francs CFA à la même période en 2008 ; soit un taux d'accroissement de 17,6%. Cette forte progression des recettes propres est imputable à l'ensemble de ses composantes.

#### □ Les recettes fiscales

Les recettes fiscales recouvrées se sont élevées à 352,78 milliards de francs CFA à fin septembre 2009, correspondant à un taux de réalisation de 65,8% et un taux de progression de 7,5% comparativement à 2008. Cette évolution est principalement tirée par les taxes sur biens et services (+9,1%) et les droits et taxes à l'importation (+8,9%). Leur niveau de réalisation respectif est de 66,9% et 79,3% à fin septembre 2009 contre respectivement 68,6% et 81,9% à la même période en 2008.

<sup>1</sup> FMI, Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2009.

### □ Les recettes non fiscales

A fin septembre 2009, les recettes non fiscales se sont établies à 33,00 milliards de francs CFA contre 21,55 milliards de francs CFA à la même période en 2008, traduisant une hausse de 53,1%. Le taux de recouvrement est ressorti à 88,7% à fin septembre 2009 contre 66,9% en 2008 à la même période.

### □ Les recettes en capital

Ces recettes ont été mobilisées à hauteur de 29,84 milliards de francs CFA à fin septembre 2009 sur prévision de 37,56 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 79,4% contre 11,7% à la même période en 2008.

**Graphique 1:** Evolution des recettes propres à fin septembre de 2004 à 2009



**Source :** MEF/SG/DEP, novembre 2009.

Ces résultats relativement satisfaisants des recettes propres se justifient par la mise en œuvre de l'approche « unités de recouvrement », l'intensification de la lutte contre la fraude et le faux et les efforts d'élargissement de l'assiette fiscale.

## 2.2 – Les recettes extraordinaires

A fin septembre 2009, les recettes extraordinaires ont atteint un montant global de 161,90 milliards de francs CFA sur une prévision totale de 300,32 milliards de francs CFA, soit un taux de décaissement de 53,9%. En glissement annuel, elles ont progressé de 93,3% par rapport à 2008. L'analyse de ces recettes montre que les « aides, dons et subventions » représentent 48,4% des ressources extraordinaires avec un taux de réalisation de 58,1%.

## 3 – LES CHARGES

Au 30 septembre 2009, les engagements de dépenses se sont élevés à 658,74 milliards de francs CFA sur une prévision de 1 111,19 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,3% contre respectivement 61,0% à la même période en 2008. Comparées à la même période en 2008, les dépenses engagées sont en hausse de 7,1%. Cette évolution est imputable aux dépenses en capital notamment

celles financées sur ressources extérieures.

**Tableau n°2 : Situation d'exécution des dépenses à fin septembre 2009**

(En milliards de francs CFA)

	Prév. Initiales	Prév. Revisées	1er Trim.	2em Trim.	3em Trim.	Total
<b>Dépenses courantes</b>	<b>540,72</b>	<b>625,25</b>	<b>135,05</b>	<b>141,89</b>	<b>115,87</b>	<b>392,81</b>
Charge et Amortissement de la Dette	52,60	102,60	8,70	13,94	10,98	33,62
<i>Extérieure</i>	0,00	0,00	3,15	8,87	3,52	15,54
<i>Intérieure</i>	0,00	0,00	5,55	5,07	7,46	18,08
Dépenses de personnel	207,40	229,88	29,15	77,73	42,88	149,77
Dépenses de fonctionnement	100,39	101,96	23,73	23,71	16,97	64,40
Transferts Courants	180,33	190,82	73,47	26,51	45,04	145,02
<b>Dépenses en capital</b>	<b>503,16</b>	<b>589,20</b>	<b>47,96</b>	<b>101,19</b>	<b>116,78</b>	<b>265,93</b>
Equipements et Investissements	496,16	563,71	45,77	100,93	115,10	261,80
Budget Nat.	195,84	263,40	21,16	36,93	41,80	99,89
Fin. Ext.	300,32	300,32	24,60	64,00	73,30	161,90
<i>Subventions</i>	134,85	134,85	6,83	40,44	31,09	78,37
<i>Prêts</i>	165,47	165,47	17,77	23,55	42,21	83,54
Transferts en capital	7,00	25,48	2,19	0,26	1,68	4,13
<b>TOTAL</b>	<b>1043,87</b>	<b>1214,45</b>	<b>183,01</b>	<b>243,08</b>	<b>232,65</b>	<b>658,74</b>

Source : MEF/SG/DEP, novembre 2009.

### 3.1- Les dépenses courantes

Sur une dotation de 560,30 milliards de francs CFA, les engagements des dépenses courantes pour le troisième trimestre 2009 se sont chiffrés à 392,81 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 70,1% contre 74,1% à la même période en 2008. Par rapport à l'année 2008, les dépenses courantes à fin septembre 2009 ont augmenté de 1,4% contre une baisse de 1,08% à la même période en 2008. Cette baisse s'explique en grande partie par la baisse des dépenses de fonctionnement (-15,0%) et du service de la dette (-7,4%).

#### □ Le service de la dette

Sur une dotation de 52,60 milliards de francs CFA, les engagements au titre du service de la dette se sont élevés à 33,6 milliards de francs CFA à fin septembre 2009, soit un taux d'exécution de 63,9%.

#### □ Les dépenses de personnel

Les engagements des dépenses de personnel à fin septembre 2009 se sont élevés à 149,77 milliards de francs CFA sur des crédits ouverts de 220,06 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 72,0% contre 71,9% en 2008. En glissement annuel, la progression des dépenses de personnel à fin septembre 2009 est restée quasiment identique à celle de la même période en 2008 (+4,7% à fin septembre 2009 contre +4,6% à la même période en 2008).

#### □ Les dépenses de fonctionnement

A fin septembre 2009, les dépenses de fonctionnement se sont établies à 64,40 milliards de francs CFA sur une dotation de 102,39 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 62,9% contre 75,3% à la même période en 2008. Les dépenses de fonctionnement sont en baisse de 15,0% à fin septembre 2009 contre une baisse de 9,6% à la même période en 2008.

Cette forte baisse des dépenses de fonctionnement traduit les efforts entrepris par le Gouvernement en vue de maîtriser les dépenses de fonctionnement. Il s'agit notamment de la réduction du train de vie de l'Etat qui a consisté en l'application rigoureuse de la réglementation portant utilisation des véhicules de l'Etat, à l'introduction des puces dans les commandes de carburant et à la mise en place d'un comité de suivi des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone de l'administration publique.

#### □ **Les transferts courants**

Sur une dotation de 185,24 milliards de francs CFA, les engagements à fin septembre 2009 sont ressortis à 145,02 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 78,3% contre 77,9% à la même période en 2008. En glissement annuel, les transferts courants sont en hausse de 9,6% contre une faible hausse de 0,5% à la même période en 2008.

### **3.2- Les dépenses en capital**

Sur une dotation de 550,89 milliards de francs CFA, les engagements de dépenses en capital à fin septembre 2009 se sont chiffrés à 265,93 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 48,3% contre 46,8% à la même période en 2008. Ce niveau d'exécution matérialise une hausse de 16,9% des dépenses en capital par rapport à 2008, expliquée en grande partie par les dépenses d'investissement et d'équipement.

#### □ **Les dépenses d'investissement et d'équipement**

A fin septembre 2009, les dépenses d'équipement et d'investissement sont de 261,80 milliards de francs CFA sur une dotation de 543,89 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 48,1% contre 45,4% en 2008. En glissement annuel, ces dépenses ont crû de 20,5%. Cette hausse est due à celle des dépenses financées sur ressources extérieures, celles financées sur ressources propres ayant baissé.

#### ***Les dépenses financées sur ressources propres***

Au 30 septembre 2009, les ressources propres mobilisées pour le financement des dépenses d'équipement et d'investissement s'élèvent à 99,89 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'exécution de 41,9% au 30 septembre 2009 contre 70,1% à la même période en 2008.

En glissement annuel, les dépenses financées sur ressources propres sont en baisse de 25,2%. Cette baisse est liée à un effet de base liée à l'augmentation exceptionnelle de 52,5% enregistrée en 2008 à la même période.

#### ***Les dépenses financées sur ressources extérieures***

Les dépenses effectuées sur les prêts et subventions au 30 septembre 2009 s'élèvent à 161,90 milliards de francs CFA sur une dotation de 305,32 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,0% contre 29,1% à la même période en 2008. En glissement annuel, les dépenses financées sur ressources extérieures ont augmenté de 93,3%.

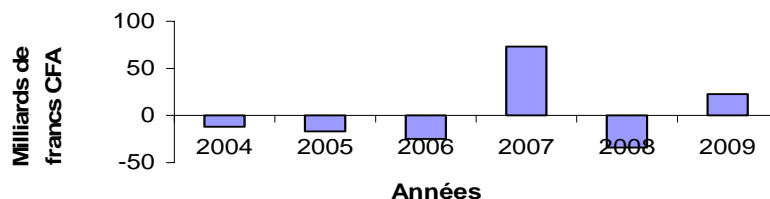
#### □ **Les transferts en capital**

Les transferts en capital se sont élevés à 4,13 milliards de francs CFA à fin septembre 2009 pour une prévision de 7,0 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,1% contre 131,9% à la même période en 2008. Ce niveau d'exécution à fin septembre 2009 est relativement faible par rapport à celui de 2008 à la même période.

#### 4- ANALYSE DES SOLDES BUDGETAIRES

A fin septembre 2009, les soldes courant et global sont tous ressortis en amélioration par rapport à leur niveau en 2008. Le solde courant est passé d'un déficit de 33,9 milliards de francs CFA à fin septembre 2008 à un excédent de 22,81 milliards de francs CFA à la même période en 2009.

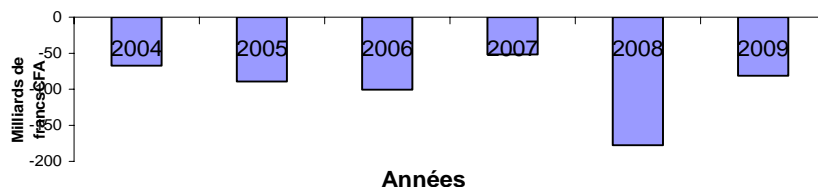
**Graphique 2:** Evolution du solde courant à fin septembre de 2004 à 2009



**Source :** MEF/SG/DEP, novembre 2009.

Quant au solde budgétaire global, il est ressorti déficitaire de 81,22 milliards de francs CFA en 2009, en amélioration par rapport à 2008 où il était déficitaire de 177,56 milliards de francs CFA.

**Graphique 3:** Evolution du solde global à fin septembre de 2004 à 2009



**Source :** MEF/SG/DEP, novembre 2009.